

MENTIONS LÉGALES

– en vigueur au 23/06/2025 –

1. Éditeur du site

EMRYS IMMO, société par actions simplifiées au capital de 555 800 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Annecy sous le numéro 931 444 020 et dont le siège social se situe 129 avenue de Genève 74000 ANNECY .

Téléphone : 0970 179 500 (prix d'un appel local)

Numéro de TVA Intracommunautaire : FR13931444020

2. Directeur de publication du site

Monsieur Wilfried RIVIERE

3. Hébergeur

Ce site est hébergé par LOATYS SAS.

4. Concepteur et administrateur du site

Service informatique et technique interne.

5. Accès au site

Ce site est accessible 24h/24 sauf en cas de maintenance, interruption programmée ou non et pouvant découler d'une maintenance. En cas de modification, interruption ou suspension des services le site www.emrysimmo.fr ne saurait être tenu responsable.

6. Collecte des données

Le site assure à l'utilisateur une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En vertu de la loi informatique et libertés, en date du 6 janvier 1978, l'utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'utilisateur exerce ce droit en écrivant au service client par lettre recommandée.

7. Cookies

L'utilisateur est informé que lors de ses visites sur le site, un cookie peut s'installer automatiquement sur son logiciel de navigation. Un cookie est un élément qui ne permet pas d'identifier l'utilisateur mais sert à enregistrer des informations relatives à la navigation de celui-ci sur le site internet.

L'utilisateur pourra désactiver ce cookie par l'intermédiaire des paramètres figurant au sein de son logiciel de navigation.

8. Propriété intellectuelle

L'utilisation, la modification de toute ou partie du site sans l'autorisation de l'éditeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment celle prévues par le code de la propriété intellectuelle et le code civil.